

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AFR 27/009/2012

5 septembre 2012

Gambie. Le gouvernement doit renoncer à exécuter tous les condamnés à mort

Amnesty International et 66 organisations internationales de défense des droits humains et organisations de la société civile ouest-africaine condamnent l'exécution de neuf condamnés à mort qui s'est déroulée le 26 août en Gambie.

Le ministre gambien de l'Intérieur a confirmé ces mises à mort lundi 27 août. Elles ont fait suite à un discours à la nation prononcé le 19 puis le 20 août par le président Yahya Jammeh, dans lequel il annonçait que « toutes les condamnations à mort ser[ai]ent exécutées à la lettre » d'ici la mi-septembre. Dans sa déclaration, le ministre de l'Intérieur a réaffirmé l'intention du gouvernement de poursuivre les exécutions.

Les prisonniers qui se trouvent dans l'antichambre de la mort en Gambie, c'est-à-dire au moins 38 personnes, risquent d'être exécutés à tout moment. Beaucoup ont été condamnés à la sentence capitale à l'issue d'un procès inique ou motivé par des considérations politiques. Il est fréquent que les garanties d'une procédure régulière ne soient pas respectées : nombre de condamnés à mort n'ont pas pu consulter d'avocat ni bénéficier d'une véritable procédure d'appel.

Les prisonniers ont été exécutés dimanche 26 août, sans qu'eux-mêmes, leurs familles ni leurs avocats n'en soient dûment informés. Le gouvernement s'est résolu à confirmer leur exécution après avoir fait l'objet de fortes pressions internationales.

Les craintes concernant les autres condamnés à mort sont avivées par le fait que les familles n'ont pas pu leur rendre visite en prison ni communiquer avec eux depuis deux semaines.

Ces exécutions et les déclarations du président Yahya Jammeh concernant la mise à mort de tous les condamnés d'ici septembre ont suscité un tollé au niveau international. Les organisations soussignées saluent les déclarations de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE), du Commonwealth et des Nations unies, ainsi que celles des gouvernements du Bénin, du Nigeria et du Sénégal, entre autres.

La Gambie bafoue les normes internationales relatives à l'application de la peine de mort. En outre, elle s'inscrit à contre-courant du mouvement qui se développe, tant en Afrique de l'Ouest que sur tous les continents, en faveur de l'abolition de ce châtime[n]t. Depuis 2000, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo en Afrique de l'Ouest, ainsi que le Burundi, le Gabon et le Rwanda, ont aboli la peine capitale pour tous les crimes. Au cours des derniers mois, le gouvernement du Ghana a entériné les recommandations d'une Commission de révision de la Constitution, qui a préconisé l'abandon de ce châtime[n]t dans la nouvelle Constitution, tandis que le Bénin est devenu le 75^e État dans le monde, et le 10^e pays d'Afrique, à ratifier le Deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), visant à abolir la peine de mort.

Les organisations signataires appellent le gouvernement gambien à ne plus procéder à aucune exécution et à s'engager, immédiatement et publiquement, à instaurer un moratoire officiel sur le recours à la peine de mort en Gambie, en vue de son abolition.

Enfin, le gouvernement gambien doit remettre aux familles qui le demandent les dépouilles des prisonniers exécutés le 26 août.

Signataires :

Access to Justice Law Centre (AJLC) - Sierra Leone
Action des Chrétiens pour l'abolition de la Torture (ACAT) -Togo
Action pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH) - Côte d'Ivoire
AdvocAid- Sierra Leone
Advocacy Movement Network- Sierra Leone
Amnesty International
Article 19- Sénégal
Association burkinabé des femmes juristes (AFJB) - Burkina Faso
Association des femmes juristes du Mali (AJM) - Mali
Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) - Mali
Association pour la Promotion et la défense des Droits des Femmes (APDF) - Mali
Avocats sans Frontières - Mali
Association Semfilm - Burkina Faso
Campaign for Good Governance (CGG) - Sierra Leone
Campaign for Human Rights in The Gambia UK (CHRG-UK) - Royaume-Uni
Charter 1970 Gambian Diaspora Movement (C70) - Royaume-Uni
Centre for Accountability and Rule of Law (CARL) - Sierra Leone
Centre for Democracy and Human Rights - Sierra Leone
Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique (CIFDHA) - Burkina Faso
Centre for Environment, Human Rights and Development (CEHRD) - Nigeria
Civil Society Association Gambia (CSAG) - Gambie
Civil Society Legislative Advocacy Centre (CISLAC) - Nigeria
Coalition des associations de lutte contre l'impunité au Togo (CACIT) - Togo
Coalition for Justice and Accountability (COJA) - Sierra Leone
Commission Justice et Paix - Burkina Faso
Écoles instruments de paix (EIP) - Côte d'Ivoire
Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) - Sénégal
Forum des Organisations Nationales de Droits Humains - Mauritanie
Gas Alert - Nigeria
Human Rights Advocacy Centre (HRAC) - Ghana
Human Rights for All (HUMRA) - Suède
Human Rights Watch
International Institute for Child Protection - Gambie
Liga Guineense dos Direitos Humanos - Guinée Bissau
Ligue Ivoirienne des Droits de l'homme (LIDHO) - Côte d'Ivoire
Ligue pour la Défense de la Justice et la Liberté (LIDEJEL) - Burkina Faso
Ligue pour la Justice, le Développement et le Droits Humains - Mali
Ligue Sénégalaise des Droits de l'Homme (LSDH)- Sénégal
Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)- Burkina Faso
Mouvement Burkinabé pour l'Émergence de la Justice Sociale (MBJUS) - Burkina Faso
Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme (MIDH) - Côte d'Ivoire
Network of Human Rights Journalists - Gambie
Network on Democracy and Human Rights - Sierra Leone

Network Movement for Justice and Development - Sierra Leone
Niger Delta Catholic Bishops' Forum- Nigeria
Nigerian Coalition for the Abolition of the Death Penalty (NCADP) - Nigeria
Organisations des Femmes Actives de Côte d'Ivoire - Côte d'Ivoire
Organisation for Development and Human Rights - Sierra Leone
Prison Fellowship- Liberia
Prison Watch - Sierra Leone
Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) - Sénégal
Rehabilitation and Development Agency - Sierra Leone
Réseau des Associations de Lutte contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO) - Mali
Réseau Inter Africain des Femmes, Médias, Genre et Développement- FAMEDEV
Réseau des Journalistes pour la Sécurité en Afrique de l'Ouest (JRSDAO) - Mali
Sabi Yu Rights - Sierra Leone
Save the Gambia Democracy Project (STGDP) - États-Unis
Sene-Gambian Human Rights Defence League - Royaume-Uni
Society for Democratic Initiatives (SDI) - Sierra Leone
Socio-Economic Rights & Accountability Project (SERAP) - Nigeria
SOS Esclaves – Mauritanie
Sos Exclusion- Côte d'Ivoire
Syndicat des professionnels de l'information et de la communication (SYNPICS) - Sénégal
The Human Rights Law Service (HURILAWS) – Nigeria
TrustAfrica- Liberia
West African Bar Association (WABA) - Nigeria
Women' Action for Human Dignity - Sierra Leone